

# *Déclaration du Gouvernement révolutionnaire de Cuba Sommet des Amériques : domination impérialiste et exclusion.*

---



La Havane, 6 juin 2022. - Le Gouvernement des États-Unis, abusant du privilège que lui confère son statut de pays hôte, a décidé très tôt d'exclure Cuba, le Venezuela et le Nicaragua du neuvième Sommet des Amériques qui se tiendra à Los Angeles en juin. Il a refusé de répondre aux demandes légitimes de nombreux gouvernements pour qu'ils changent cette position discriminatoire et inacceptable.

Il n'y a pas une seule raison qui justifie l'exclusion antidémocratique et arbitraire d'un pays de l'hémisphère de ce rendez-vous continental. C'est quelque chose CONTRE LAQUELLE les pays d'Amérique latine et des Caraïbes ont mis en garde depuis le sixième Sommet tenu à Cartagena de Indias en 2012.

Le président Miguel Diaz-Canel Bermúdez a annoncé le 25 mai qu'il n'y assisterait pas. C'était une décision ferme de Cuba si tous les pays de l'hémisphère n'étaient pas invités sur un pied d'égalité.

Entre l'orgueil, la crainte d'entendre des vérités gênantes, la volonté d'empêcher la réunion de délibérer sur les questions les plus urgentes et les plus complexes de l'hémisphère, et les contradictions mêmes de

son système politique fragile et polarisé, le gouvernement des États-Unis a de nouveau opté pour l'exclusion comme moyen de parvenir à un sommet sans apport concret, mais profitable à l'image de l'impérialisme.

On sait que les États-Unis ont déployé d'intenses efforts de haut niveau auprès des gouvernements de la région pour contenir l'intention de beaucoup de s'absenter si tout le monde n'était pas invité. Il s'agissait notamment de pressions immorales, de chantages, de menaces et de sales manœuvres de tromperie. Ce sont des pratiques habituelles de l'impérialisme qui reflètent son mépris traditionnel pour nos pays. Elles méritent le rejet le plus ferme.

Cuba apprécie et respecte la position digne, courageuse et légitime de nombreux gouvernements qui défendent la participation de tous, sur un pied d'égalité.

Le leadership du président mexicain Andrés Manuel López Obrador mérite une reconnaissance particulière. Nous soulignons l'attitude claire et précoce des pays membres de la CARICOM contre les exclusions, ainsi que la position ferme du président bolivien Luis Arce Catacora et de la présidente du Honduras Xiomara Castro. La position de l'Argentine en tant que présidente de la CELAC exprime l'opinion majoritaire de la région contre un sommet sélectif, comme l'ont exprimé publiquement et en privé de nombreux gouvernements du Sud et d'Amérique centrale.

Cette solidarité sincère et spontanée, face à l'action discriminatoire des États-Unis contre les pays de la région, reflète les sentiments des peuples de notre Amérique. Les États-Unis ont sous-estimé le soutien apporté à Cuba dans la région, en tentant d'imposer unilatéralement et universellement sa politique d'hostilité à Cuba, comme s'il s'agissait d'une position consensuelle dans l'hémisphère, mais le débat sur le processus d'invitation a prouvé le contraire.

Le XXI<sup>e</sup> Sommet de l'ALBA, qui s'est tenu à La Havane le 27 mai dernier, a marqué sans ambages le rejet des exclusions et du traitement discriminatoire et sélectif.

Des exclusions de cette nature confirment que les États-Unis ont conçu et utilisé ce mécanisme de dialogue de haut niveau comme instrument de leur système hégémonique dans l'hémisphère, à l'image de l'Organisation des États américains (OEA) le Traité interaméricain d'assistance mutuelle (TIAR) et d'autres entités conçues au XX<sup>e</sup> siècle pour limiter l'indépendance, limiter la souveraineté des nations de la région et empêcher l'aboutissement des aspirations à l'unité et à l'intégration latino-américaine et caribéenne.

Elles s'inscrivent dans le cadre des efforts déployés pour appliquer la doctrine Monroe et promouvoir l'exclusion en tant qu'arme de division, en fonction d'intérêts politiques, électoraux et de domination évidents.

On ne peut pas parler de "Amériques" sans englober tous les pays de l'hémisphère. Ce que notre région réclame, c'est la coopération, non l'exclusion; la solidarité, non la mesquinerie; le respect, non l'arrogance; la souveraineté et l'autodétermination, non la subordination.

On sait d'avance que les documents que l'on prétend adopter à Los Angeles sont divorcés des vrais problèmes de la région et sont en fait inutiles et ignorés, au-delà de l'effort de conférer à l'OEA une prérogative supranationale de décider de la légitimité ou non des processus électoraux et de l'imposition aux gouvernements latino-américains et caribéens de comportements répressifs, discriminatoires et exclusifs à l'égard des migrants.

Nous savons que la voix de l'Amérique latine et des Caraïbes résonnera, comme par le passé, à Los Angeles, avec l'absence admirable et verticale de dirigeants fondamentaux qui ont une énorme autorité

politique, morale et de reconnaissance de leurs peuples et du monde.

Nous sommes également convaincus que les dirigeants de la région qui décideront d'y aller sauront justifier dignement le fait que les États-Unis ne peuvent pas traiter nos peuples comme ils l'ont fait au XXe siècle.

Cuba appuie les efforts sincères visant à promouvoir l'intégration fondée sur la coexistence civilisée, la paix, le respect de la diversité et la solidarité dans tout l'hémisphère. Il a l'aval largement reconnu d'appuyer et de contribuer sans réserve à toute proposition légitime de solutions réelles et concrètes aux problèmes les plus urgents que connaissent nos peuples. La réalité qui se présente à nous aujourd'hui est bien loin de ces aspirations.

(Cubaminrex)

---

<https://www.radiohc.cu/fr/especiales/exclusivas/289879-declaration-du-gouvernement-revolutionnaire-de-cuba-sommet-des-ameriques-domination-imperialiste-et-exclusion>



**Radio Habana Cuba**